



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

13 mars 2018

QUÉBEC/CANADA

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHE EN ANALYSE DES ORGANISATIONS (CIRANO)

S. Boulenger, J.-P. Meloche et al., « [Adéquation des transferts aux besoins des municipalités. Quelques réflexions sur les enjeux d'équité et d'efficacité.](#) », Février 2018, 52 p.

Les acteurs concernés ne semblent pas intéressés à rétablir l'équité fiscale entre les municipalités par le biais de la péréquation.

Au cours de l'année 2014, ce sont plus de 2 milliards \$ qui ont été versés par le gouvernement du Québec aux municipalités sous forme de paiements de transfert. De cette somme, un montant de 60 millions \$ est consacré à la péréquation. Ces transferts proviennent d'un grand nombre de programmes répondant à divers objectifs, et la redistribution apparaît, parmi ces objectifs, comme une ambition relativement modeste. Dans ce contexte, les programmes de transferts aux municipalités du gouvernement du Québec génèrent-ils les bénéfices attendus en matière d'équité et d'efficacité? Pour répondre à cette question, ce rapport propose une démarche exploratoire visant l'estimation des besoins des municipalités du Québec

par des modèles multivariées à partir de données financières. Ces estimations ont pour objectif de valider l'adéquation des besoins aux ressources nécessaires pour les financer. La recherche documente également l'usage des transferts à l'aide d'une série d'entrevues effectuées auprès de 9 responsables des finances de différentes municipalités du Québec. Notre démarche montre que le calcul des besoins des municipalités est relativement complexe et qu'il est vulnérable aux erreurs de mesure. La différence entre la péréquation des besoins et la péréquation des ressources n'est pas aussi importante que ce qui était attendu au départ. Les entrevues font également ressortir un faible intérêt des acteurs locaux pour la péréquation. Au final, ce ne sont donc pas les montants des transferts aux municipalités, ni les secteurs visés par ces transferts ou les inégalités qui représentent des enjeux importants pour les municipalités du Québec, mais plutôt la complexité administrative associée à la mise en œuvre de certains programmes de transferts.

DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Directeur parlementaire du budget,
« [Budget supplémentaire des dépenses \(C\) 2017-2018](#) », 26 février 2018, 34 p.

Le programme de développement international d'Affaires mondiales Canada représente la majorité de

l'augmentation des dépenses pour le budget des Affaires internationales, soit une somme de 377 millions de dollars.

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2017-2018 vise à demander au Parlement d'autoriser des dépenses additionnelles de 4,0 milliards de dollars, dont certaines seront compensées par une réduction de 0,3 milliard de dollars des dépenses législatives. Il fait porter à 271 milliards de dollars les dépenses budgétaires totales pour l'exercice 2017-2018 (ce qui représente une augmentation de 5,4 % par rapport à l'exercice précédent).

DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Directeur parlementaire du budget, « [Fractionnement du revenu au moyen de sociétés privées](#) », 8 mars 2018, 30 p.

Selon le scénario privilégié par le DPB, les nouvelles règles entraîneraient une hausse estimée des recettes fiscales de 589 millions de dollars, dont 356 millions de dollars, ou 60 %, iraient au gouvernement fédéral.

En juillet 2017, le ministre des Finances a annoncé le lancement de consultations sur la planification fiscale au moyen des sociétés privées. Le présent rapport analyse les changements possibles à l'imposition des dividendes versés à des membres de la famille de propriétaires de sociétés privées sous contrôle canadien, l'une des politiques proposées dans le cadre des consultations et confirmée dans le Budget 2018. Il tient également compte des précisions apportées par le ministre en décembre 2017.

INSTITUT C.D. HOWE

D. Schwanen et R. Wyonch, « [Canada's 2018 Innovation Policy Report Card](#) » 28 février, 2018, 11 p.

Le système fiscal canadien est peu performant en ce qui a trait à l'innovation.

This E-Brief introduces a new innovation policy report card, comparing key policy indicators affecting innovation performance across 14 countries, focusing on the implications for Canada.

The report card aims specifically to be useful to policymakers who seek to raise Canadians' living standards through applying a pro-innovation lens to a suite of public policies. Given that a country's innovation performance is likely affected by a broad range of policies, such a holistic approach can help avoid a situation in which innovation is promoted through some policies on the one hand, but unwittingly held back by other policies on the other hand.

GRANT THORNTON INTERNATIONAL

Grant Thornton International, « [The Grant Thornton Report on Doing Business in Canada](#) », 24 février 2018, 14 p.

La réduction du taux d'imposition des PME canadiennes sera insuffisante pour compenser les conséquences négatives des modifications fiscales applicables aux revenus de placement et au fractionnement du revenu.

The Government of Canada has taken a number of actions over the last year that have had major and wide-spread implications on the ways small and medium sized enterprises (SMEs) in Canada operate. The changes, and subsequent debate over their fairness, has generated major interest among media and stakeholder groups. It is vital that the voice of business leaders across Canada be heard.

As a purpose-driven firm that works to help SMEs manage challenges they face and realize opportunities, Grant Thornton decided to undertake The Grant Thornton Report on Doing Business in Canada to hear first-hand from business owners their thoughts on the policy shifts.

The report, based on the feedback of business leaders across Canada, delves into the highest-profile issues facing business in Canada today, and how government decisions have impacted the core of Canada's economy.

INSTITUT DES FINANCES PUBLIQUES ET DE LA DÉMOCRATIE (IFPD)

R. Bartlett et A. Reeves, « [Budget Spending Blackbox: Building a Bottom-Up Federal Expense Forecast](#) », 22 février 2018, 27 p.

Le gouvernement fédéral doit être plus transparent dans ses prévisions portant sur les charges de programmes directes si on doit accorder la moindre crédibilité à ses prévisions.

Much like the moment when the wizard is discovered in the classic movie *The Wizard of Oz*, the Government of Canada is asking Canadians and parliamentarians to ignore what's going on behind the curtain of its spending forecast. Specifically, Direct Program Expenses (DPE)—the discretionary part of federal government spending—is an impenetrable black box when presented in budget documents. Indeed, the budget forecasts are so high-level that elected representatives don't know with certainty what the government plans to spend on personnel, how many employees it expects to have in a couple of years' time, and what it plans to invest in capital, among many other unknowns.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL (IÉDM)

A. Moreau et K. Brookes, « [La croissance économique profite-t-elle aux pauvres?](#) », 22 février 2018, 2 p.

Tout en conservant un minimum d'investissements dans les programmes sociaux, il est préférable de concentrer les efforts sur la création de richesse afin de lutter contre la pauvreté.

La croissance économique ne profite-t-elle qu'à un petit nombre de privilégiés? C'est ce qu'on pourrait être porté à croire en entendant des groupes dénoncer régulièrement une « crise des inégalités » dans de nombreux pays, incluant le Canada. Ce point de vue qui considère la création de richesses

comme un jeu à somme nulle, dans lequel les plus démunis sont prisonniers de leur condition économique, est pourtant erroné.

THE SCHOOL OF PUBLIC POLICY (UNIVERSITÉ DE CALGARY)

P. Bazel, J. Mintz et A. Thompson, « [2017 Tax Competitiveness Report: The Calm Before the Storm](#) », 22 février 2018, 43 p.

Une réforme de la fiscalité des entreprises au Canada est urgente si le pays veut demeurer compétitif à la suite des importants changements fiscaux aux États-Unis en 2018.

Canada stands to lose a major competitive edge unless it responds to the challenges of the 2018 U.S. tax reforms by instituting reforms of its own. At 20.9 per cent, Canada's tax burden on new investment (measured by the marginal effective tax rate or METR), is competitive when compared to countries in the Americas and Asia-Oceania, and it's the second lowest among the G7 countries. However, the rules of the game are about to change with U.S. tax reform.

Among the reforms the U.S. is bringing in are a drop in the federal corporate income tax rate from 35 per cent to 21 per cent, a ten-year window for full and partial expensing machinery and equipment, and other various rules that will incent companies to push profits into the U.S. and interest and other expenses into foreign jurisdictions. The result of this and other reforms will be a sharp drop in the U.S. METR by almost half – from 34.6 per cent to 18.8 per cent. This means Canada will have a higher tax burden on capital than the U.S.

Put simply, Canada and other countries will face a drop in revenue while the U.S. gains revenue. Alarm bells should be ringing among public policy-makers in Canada and elsewhere, since research shows that taxes are a significant factor in multinationals' decisions on where to invest globally and how to finance it.



ÉTATS-UNIS

CENTER FOR AMERICAN PROGRESS

A. Thornton, « [Broken Promises: More Special Interest Breaks and Loopholes Under the New Tax Law](#) », 1 mars 2018, 14 p.

Les échappatoires que la nouvelle législation fiscale a créés ou n'a pas éliminés coûteront 150 milliards par année aux américains.

The Tax Cuts and Jobs Act (TCJA) was introduced on November 2, 2017, rushed through Congress on a partisan basis, and signed by President Donald Trump just seven weeks later. No hearings were held on the actual bill and experts who could have helped ensure that provisions were properly drafted had barely any opportunity to digest legislative language or analysis from the Congressional Joint Committee on Taxation, much less to provide comments. Additionally, Democratic legislators were not permitted in the drafting room. The result is a bill riddled with drafting errors, special tax breaks that were not vetted, and new loopholes. While some are mere glitches, others appear to be purposeful giveaways that will create complexity and confusion for taxpayers and will have a significant impact on federal revenues.

LEGISLATIVE ANALYST OFFICE (LAO)

Legislative Analyst Office (LAO), « [Building Reserves to Prepare for a Recession](#) », 7 mars 2018, 20 p.

Une solution pour pallier une éventuelle récession serait de créer un troisième fonds de réserve où l'Assemblée législative y verserait la somme de 3,5 milliards de dollars prévue initialement pour le deuxième fonds de réserve, soit le Budget Stabilization Account.

Reserves are of critical importance to the health of the state's budget. These funds help cushion the impact of a budget problem that emerges during a recession. In this report, our office provides an overview of revenue losses that have occurred in past recessions to consider the magnitude of a budget problem that could emerge in the future. Then, we describe the Governor's reserve proposal for 2018-19 and compare this level to past reserves and other states. Next, to aid the Legislature as it evaluates the Governor's proposal, we present a framework that the Legislature can use to plan for a recession and determine a target level of reserves. Finally, we conclude with our office's comments on the Governor's proposed level of reserves in light of this framework and present some alternatives for legislative consideration.

TAX POLICY CENTER (TPC)

Tax Policy Center, « [The Tax Reform Tradeoff: Eliminating Tax Expenditures, Reducing Rates Final Report](#) », 22 février 2018, 59 p.

Selon les estimations du Tax Policy Center, un taux d'impôt statuaire d'environ 26 % devrait être suffisant pour maintenir à long terme la neutralité des revenus d'impôt des sociétés, et ce, avant la Tax Cuts and Jobs Act et en tenant compte de l'abrogation de toutes les dépenses fiscales antérieures à la Tax Cuts and Jobs Act.

This exercise is a structured analysis to understand the implications that repealing tax expenditures would have for the overall federal tax system. The baseline tax law for the calculations in this exercise is the law in effect before enactment of the Tax Cuts and Jobs Act (essentially the Tax Code in effect for much of 2017).

In part 1 of this exercise, TPC estimates the revenue and distributional effects of proposals that would eliminate almost all income tax expenditures to lower individual and corporate tax rates and maintain long-run revenue neutrality for the federal tax system. The results of Part 1 show that individual and corporate income tax rates could be substantially reduced while meeting the dual con-

straints of long-run revenue neutrality and maintaining the distributional consequences of the current tax system.

Part 2 of this exercise restores five groups of tax expenditures and calculates the income tax rates necessary to maintain long-run revenue neutrality. This portion of the exercise also illustrates a drawback of considering tax expenditures in isolation: that approach ignores interaction effects between tax expenditures.

Part 3 of this exercise restores seven groups of the remaining tax expenditures and calculates the income tax rates necessary to maintain long-run revenue neutrality. The rationale for adding tax expenditures (or tax expenditure groups) back one by one is to illustrate the "tax rate price" associated with the tax expenditures.

TAX FOUNDATION

E. York, « [Sources of Personal Income 2015 Update](#) », 27 février 2018, 7 p.

En 2015, 69 % du revenu des particuliers se composait de revenus d'emploi.

The individual income tax is the federal government's largest source of revenue. More than 150 million individual income tax returns were filed for tax year 2015, and in each of these filings a household added up its income to report it to the Internal Revenue Service (IRS). The way the IRS individual income tax form (Form 1040) is structured, all sources of income are listed on the first page of the form, and added up to reach "total income." After this, the tax return moves on to calculating how much each household owes in taxes and determining deductions and credits. This report will focus on sources of reported total income in 2015, which totaled \$10.4 trillion. It will break down that income into the component parts, reported on lines 7 to 22 of the 2015 Form 1040. Going through the income reported in each of these categories is useful for understanding both the composition of the government's revenue base and the way Americans earn their taxable income.

TAX FOUNDATION

S. Entin, « [Getting "Real" with Capital Gains Taxes by Adjusting for Inflation](#) », 6 mars 2018, 7 p.

L'impôt sur le gain en capital est en grande partie un impôt sur l'inflation. Le coût des immobilisations devrait être ajusté pour tenir compte de l'inflation et réduire le gain en capital.

It is time to "get real" with capital gains taxes. Many elements of the income tax are adjusted for inflation, such as tax brackets, standard deductions, and income thresholds or dollar amounts of some tax credits. However, the purchase price of assets later sold for capital gains or losses is not adjusted for inflation. As a result, inflation can do a real number on savers by turning real losses into taxable nominal gains. To avoid such outcomes, it would make sense for the government to allow an inflation adjustment for the cost of assets held outside of tax-preferred saving arrangements. (In pensions, retirement plans, and education savings plans, the problem is handled by other means, either by tax deferral or by exclusion of tax on gains.)

TAX FOUNDATION

J. Bishop-Henchman, « [Tax Foundation Brief in Wayfair Online Sales Tax Case: SCOTUS Should Set Meaningful Limits on State Taxing Power](#) », 5 mars 2018, 43 p.

La Cour suprême doit trouver une nouvelle manière d'interpréter la « Commerce Clause » de la Constitution pour ce qui est de limiter le pouvoir de taxation des États.

On April 17, 2018, the U.S. Supreme Court will hear arguments in *South Dakota v. Wayfair, Inc.*, on the constitutionality of a South Dakota law requiring collection of the state's sales tax by internet vendors with at least 200 transactions or \$100,000 in sales to South Dakota residents. In November 2017, the Tax Foundation had filed a friend-of-the-court brief asking the Court to take

the case, and the Court agreed to do so on January 12, 2018. The U.S. Constitution's Commerce Clause has been interpreted to forbid state taxation that excessively burdens or discriminates against interstate commerce. Petitioner South Dakota seeks to reverse the Quill decision of 1992, which held that states cannot force sales tax collection by vendors who do not have personnel or property in the state (the "physical presence" standard). Respondents Wayfair, Inc., et al., seek to retain the Quill decision.

URBAN INSTITUTE

R. Fisher, G. Gee et A. Looney, « [Same-Sex Married Tax Filers After *Windsor* and *Obergefell*](#) », 28 février 2018, 41 p.

L'utilisation des informations provenant des déclarations de revenus permet d'obtenir des données plus précises que celles obtenues lors de sondages afin de comprendre les caractéristiques économiques, démographiques et géographiques de groupes plus restreints de la population.

This paper provides new estimates of the number and characteristics of same-sex married couples after Supreme Court rulings in 2013 and 2015 established rights to same-sex marriage. Treasury and the Internal Revenue Service (IRS) subsequently ruled that same-sex spouses would be treated as married for federal tax purposes. Because almost all married taxpayers file joint tax returns, administrative tax records provide new information on the demographic characteristics of married same-sex couples. This paper provides estimates of the population of same-sex tax filers drawn from returns filed in 2013, 2014, and 2015, using methods developed by the Census to address measurement error in gender classification. In 2015, we estimate that about 0.48 percent of all joint filers were same-sex couples or about 250,450 couples.

URBAN INSTITUTE

L.E. Burman, R. McClelland et C. Lu, « [The Effects of Estate and Inheritance](#)

[Taxes on Entrepreneurship](#) », 5 mars 2018, 47 p.

Le niveau actuel des taxes foncières n'a pas une grande incidence pour les aspirants entrepreneurs dans leur choix de se lancer en affaires.

Despite its relatively small role in the federal taxation system—accounting for less than 1 percent of revenues—the estate and gift tax is controversial. This paper surveys evidence on the effect of estate and inheritance taxes on entrepreneurship and presents some new evidence. We use the Survey of Consumer Finances to examine how receipt of an inheritance affects the likelihood that an heir will own and manage a business and use the Health and Retirement Study to explore how the changing rules for wealth transfer taxation at the federal and state level affect the likelihood of continued self-employment. We find that receiving an inheritance increases the likelihood of owning and managing a business. The prospect of leaving an estate subject to taxation may reduce the likelihood of continued self-employment by encouraging retirement.



INTERNATIONAL

6

COMMISSION EUROPÉENNE

Commission Européenne, « [2018 European Semester: Country Reports. Belgium 2018](#) », 7 mars 2018, 67 p.

À la fin de l'année 2017, la Belgique a adopté une réforme de son système d'imposition pour les sociétés. Ainsi, le taux d'imposition légal devrait être réduit à 29,58 % en 2018 et à 25 % en 2020.

The favourable economic environment provides a window of opportunity to boost the reform momentum tackling long-term challenges in the area of public finances, labour market participation and investment. Recent structural reforms have borne fruit in terms of an improved competitiveness and a job-rich recovery. Potential growth is trending upward since it bottomed out in 2013. Nevertheless, it remains below its pre-crisis estimates as

remaining barriers to competition in market services and a narrow innovation base weigh on productivity growth. While recent government measures have spurred employment growth, a high inactivity rate combined with a high vacancy rate is suggesting a high level of skills mismatches. The quality of the transport network is low and reflects the low level of public investment.

INSTITUTE FOR PUBLIC POLICY RESEARCH (IPPR)

A. Stirling, « [Tapering over the Tax: Reforming Taxation of Income in the UK](#) », 3 mars 2018, 40 p.

Afin d'encourager les gens à investir dans leur retraite, le gouvernement pourrait imposer les revenus de pension sur un taux d'imposition forfaitaire, afin de refléter le taux uniforme d'allègement des cotisations.

This policy paper sets out a mechanism for improving the progressivity, efficiency and revenue raising potential of income taxes in the UK. It proposes a major reform of the current system, with two elements.

First, income tax and employee national insurance contributions would be combined into a single tax 'schedule', with all sources of income taxed at the same rate, and on the same basis. Second, the existing system of marginal tax bands would be replaced by a 'formula-based' system such that every taxpayer's marginal rate would depend on their own precise level of income. The paper argues that such a system would be more efficient and progressive, and in addition could be used to raise revenues in a way that is fairer and more politically acceptable than the current system.

INSTITUTE FOR PUBLIC POLICY RESEARCH (IPPR)

R. Gunson, D. Baxter et al., « [How Much Would it Cost to Reduce Child Poverty in Scotland? The Financial Scale of Child Poverty in Scotland](#) », 3 mars 2018, 30 p.

La réduction de la pauvreté relative des enfants à 10 % coûterait 3,8 milliards de livres sterling par an au gouvernement écossais.

In 2017, the Scottish Parliament unanimously passed legislation to introduce statutory targets in order to reduce child poverty and create a new Poverty and Inequality Commission in Scotland. By 2030, the Scottish government will be under a legal obligation to meet four new targets, including to reduce relative child poverty down to 10 per cent.

Currently, child poverty rates in Scotland are lower than in the UK as a whole, but still stand at an average of 23 per cent between 2013/16 (Joseph Rowntree Foundation 2017). They fell from close to one-third in the late 1990s, to around one-quarter throughout the 2000s. However, progress beyond this has been hard to achieve; indeed, with UK-wide benefit reforms and economic performance, child poverty rates are projected to increase in the UK and Scotland over the coming years (IFS 2017).

This report aims to outline a real-world analysis of the financial cost of reducing relative child poverty in Scotland – to meet and then surpass the Scottish government child poverty targets. In doing so, we do not aim to make policy recommendations. Equally, we do not suggest that reducing child poverty rates is solely the responsibility of government through tax and benefit changes.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

T. Hanappi, « [Loss Carryover Provisions: Measuring Effects on Tax Symmetry and Automatic Stabilisation](#) », 22 février 2018, 36 p.

Pour arriver à une symétrie fiscale parfaite, le report des pertes aux années antérieures ou postérieures ne doit pas être limité dans le temps et devrait être indexé en fonction de l'inflation.

Les dispositions relatives au report de pertes constituent un aspect essentiel des systèmes de l'impôt

sur les sociétés. Selon la théorie économique, la compensation intégrale des pertes inter-temporelles est une condition nécessaire à la neutralité du régime de l'imposition des sociétés à l'égard de projets d'investissement ayant des profils de risque différents. Toutefois, dans la pratique, le traitement fiscal des pertes ne répond pas toujours à cette exigence, en raison par exemple de l'absence d'indexation sur l'inflation ou de restrictions à la compensation des pertes. À partir de données nationales détaillées, ce document présente deux indices fiscaux qui rendent compte de l'effet des dispositions relatives au report de pertes sur la symétrie fiscale et sur la stabilisation dans 34 pays membres et non membres de l'OCDE. L'indice de symétrie fiscale mesure l'efficacité des dispositions sur le report de pertes, y compris sur les exercices postérieurs et antérieurs, par rapport à une situation de symétrie parfaite, tandis que l'indice de stabilisation rend compte de la fraction d'un choc négatif sur les recettes affectant des entreprises déficitaires qui est absorbée par le système de l'impôt sur les sociétés. Les résultats montrent que 18 pays seulement autorisent les reports sur les exercices postérieurs sans limite dans le temps et que la majorité des pays n'indexent pas les pertes fiscales sur l'inflation; 9 pays seulement autorisent le report sur des exercices antérieurs, tandis que 8 pays limitent le montant des pertes fiscales qui peuvent être compensées au cours d'un exercice donné. Les comparaisons internationales des deux indices laissent penser que ces restrictions ont un impact significatif sur la symétrie fiscale et sur la stabilisation. La majorité des régimes d'imposition des sociétés étudiés n'offrent pas une symétrie fiscale parfaite, ce qui peut induire des distorsions fiscales en faveur des projets les moins risqués.

RESOLUTION FOUNDATION

A. Corlett, G. Bangham et D. Finch, « [The Living Standards Outlook 2018](#) », 22 février 2018, 80 p.

Au Royaume-Uni, la prestation pour enfants des familles avec deux enfants ou plus est moins généreuse aujourd'hui qu'il y a 40 ans et elle le sera encore moins au cours des cinq prochaines années.

In this report, our first dedicated Living Standards Outlook, we explore the prospects for household incomes and inequalities over the next five years. Our annual Living Standards Audit, due to be published in the summer, will focus on historical trends in living standards.

This report projects forwards the real spending power of typical households and the distribution of income to 2022-23. Results incorporate the latest household income data (for 2015-16), what we know about the key drivers of living standards to 2017-18 and the latest forecasts of economic aggregates from the Office for Budget Responsibility (OBR).

The report also explores the extent to which different policy and economic scenarios could affect what is a weak and inequality-increasing outlook for living standards. And it provides, for the first time, a distributional assessment of the impact of increasing minimum pension contribution rates via auto-enrolment.

TAX AND TRANSFER POLICY INSTITUTE

D. Ingles et M. Stewart, « [Australia's Company Tax: Options for Fiscally Sustainable Reform, Updated Post Trump](#) », février 2018, 35 p.

Le gouvernement australien n'a pas réussi à faire passer le taux d'imposition pour les sociétés australiennes de 30 % à 25 %. Ce dernier a seulement établi un taux d'imposition inférieur et partiel qui s'applique aux petites et moyennes entreprises qualifiées « d'actives ».

The Australian Government proposes to reduce the company tax rate from 30 to 25 per cent. However, there are widespread concerns that the fiscal cost is not affordable. This paper considers alternative reforms of corporate taxation that could fund a corporate tax rate cut. We address key non-neutralities in the corporate tax system and consider key international developments, including the enactment of the Trump tax plan in the United States, which lowers the US corporate tax rate to 21%. We examine the case for abolition of dividend imputation in favour of a lower headline

company tax rate and consider the spectrum of reform options for the corporate tax base, which ranges from the cash flow tax and allowance for corporate equity or capital to a comprehensive business income tax which would eliminate interest deductibility. These measures (which could co-exist in a hybrid system) might be accompanied by discounts on dividend and interest income at the personal level, in replacement of dividend imputation.

THE AUSTRALIA INSTITUTE

B. Brown et L. Minshull, « [The House Always Wins](#) », 26 février 2018, 12 p.

Le Parti libéral de la Tasmanie souhaiterait réduire les taxes des casinos de l'État de 9 millions de dollars par an et taxer les contribuables 1,7 million de dollars supplémentaires afin de contrer les coûts des problèmes de jeu.

In January 2018, the Tasmanian Liberal Party released its poker machine policy. Although most attention has focused on the proposed changes to poker machine licensing, the policy would also make significant changes to poker machine tax rates.

The Liberal Party has indicated it would increase the pub and club tax rate, seeing these venues pay about \$10 million more per year.

The policy on poker machines in casinos is less clear, with the policy document saying only that the casino tax rate will be "benchmarked" to interstate rates.

Poker machine monopoly holder Federal Group and the Tasmanian Hospitality Association ("THA") consider a comparable interstate tax rate to be 11% (GST exclusive), down from the current rate of 25.88%.

If this rate were implemented, it would represent an \$11 million per year tax cut for the casinos.

The Liberals' policy is also to double the size of the Community Support Levy ("CSL"), which funds recreation, charities and problem gambling work. Doubling the CSL from its current level of \$4.4

million would bring it to nearly \$9 million per year. The policy's levy increases would collect an additional \$0.6 million from pubs and clubs and \$2.2 million from the casinos, leaving the taxpayer to make up the shortfall of about \$1.7 million.

Even with these new CSL obligations taken into account, the casinos would save about \$9 million per year if their tax rate were benchmarked to the Federal Group-THA rate.

OUTILS

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

Collectif, « [Guide de lecture du budget du Québec](#) », Février 2018, 24 p.

L'objectif de ce guide est de faciliter la lecture, la compréhension et l'interprétation d'un budget du gouvernement du Québec contenant généralement plusieurs centaines de pages. Toutefois, avant d'entreprendre la présentation du contenu de la documentation budgétaire, le processus budgétaire est décrit dans ses grandes lignes.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

Collectif, « [Guide de lecture du budget du gouvernement fédéral](#) », Février 2018, 29 p.

L'objectif de ce guide est de faciliter la lecture, la compréhension et l'interprétation d'un budget du gouvernement fédéral contenant généralement plusieurs centaines de pages. Toutefois, avant d'entreprendre la présentation du contenu de la documentation budgétaire, le processus budgétaire est décrit dans ses grandes lignes.

<http://cffp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cffp.eg@USherbrooke.ca

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
Marcelle Allen-Lefebvre, Jessica Beauchemin, Irina Croitoriu, Geneviève-Jade Hick et Félix St-Vincent Gagné.

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé